

## Mobilisation

# Toujours moins de postes aux impôts

Dans les Vosges, les impôts ont perdu 100 postes depuis 2007. Hier, l'intersyndicale s'est à nouveau mobilisée contre 12 suppressions prévues en 2012.

**S**eize sièges sont alignés devant la direction générale des impôts. Tous les ans, à peu près à la même époque le tableau est le même. Ces chaises symbolisent les postes des agents des impôts qui ne seront pas remplacés cette année dans le cadre de la révision générale des politiques publiques. Aux impôts, deux postes sur trois ne sont pas remplacés dans le cadre de la RGPP.

Hier matin, les syndicats vosgiens, le Snui Sud trésor solidaires, la CGT, la CFDT et FO ont choisi de boycotter le comité technique local avec la direction qui devait entériner

ces suppressions. La rencontre avec la direction, qui a choisi de quitter la salle de réunion, n'a pas eu lieu.

Une centaine d'agents des impôts se sont mobilisés dès 8 h 45 du matin afin de protester contre ces suppressions. Une action symbolique, car les syndicats n'ont pas le pouvoir de bloquer les négociations, ils ne donnent qu'un avis au cours des réunions avec la direction. Les suppressions de poste seront donc entérinées dans une ou deux semaines.

Du coup, depuis plusieurs années, les agents vosgiens voient leurs effectifs fondre lentement, mais sûrement.

100 emplois perdus, depuis 2007. Et 240 emplois supprimés dans le département depuis 2002, explique Patrice Fy qui fait les comptes. Dans les petites trésoreries, le non-remplacement de deux agents sur trois pose souvent de gros problèmes.

La crainte des agents des impôts est double. D'une part, la pression s'accroît sur les agents, et d'autre part, certai-

nes missions ne pourront à terme plus être assurées, estime-t-il. « Aujourd'hui, les chefs votent des suppressions d'emploi et demain, ils n'hésitent pas à faire pression pour qu'on termine le travail au-delà des horaires », estime le délégué CGT. « Si les objectifs de suppressions d'emploi sont tenus, les services ne pourront pas continuer à assurer leurs missions », estime pour sa

part Patrice Fy, délégué Solidaires. « Latenuedecomptes publics peut être très bien attribuée par marché public à des cabinets comptables. Et ça deviendra un service payant », souligne-t-il. L'intersyndicale estime que le déficit de l'État peut se régler en appliquant une autre politique fiscale. Et non pas sur le dos des agents des impôts.

K.T.



Seize sièges alignés devant le siège des impôts à Epinal, afin de symboliser les 16 postes supprimés.



Une centaine de salariés se sont rassemblés dans le hall du bâtiment spinalien dans le cadre de l'heure mensuelle d'information accordée par la direction.

(Photos Eric THIEBAUT)